

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

### LE NIGERIA APPELLE À SOUTENIR LA TRANSITION AU TCHAD

Le président nigérian Muhammadu Buhari a appelé hier la communauté internationale à soutenir le plan de transition des nouvelles autorités du Tchad voisin, un mois après la mort soudaine de son homologue Idriss Deby Itno. "Il y a une nécessité sacro-sainte de soutenir le gouvernement tchadien pour mener à bien sa transition pendant les 18 prochains mois", a déclaré M. Buhari lors d'un sommet consacré à la sécurité de la région du lac Tchad qui se tenait à Abuja.

### SOMALIE : "ACCORD DE PRINCIPE" POUR DES "ÉLECTIONS INCLUSIVES ET CRÉDIBLES"

Un "accord de principe" a été obtenu en Somalie pour organiser "des élections inclusives, crédibles, libres et équitables", a annoncé mardi au Conseil de sécurité de l'ONU le chef de la diplomatie somalienne, Mohamed Abdirizak. "Nous sommes maintenant parvenus à un accord qui conduira la Somalie à des élections inclusives, crédibles, libres et équitables", a-t-il dit lors d'une visio-conférence.

### AFRIQUE DU SUD : DEUX PROCHES DU MINISTRE DE LA SANTÉ SUR LA SELLETTE

Deux proches du ministre sud-africain de la Santé Zweli Mkhize, accusés d'avoir empêché des millions d'euros en paiements irréguliers provenant d'un contrat de communication lié au Covid-19, font l'objet d'une enquête, ont indiqué hier les enquêteurs, confirmant des informations de presse. L'Unité des enquêtes spéciales (SIU) s'intéresse depuis l'an dernier à des dizaines d'entreprises, liées à des réseaux politiques.

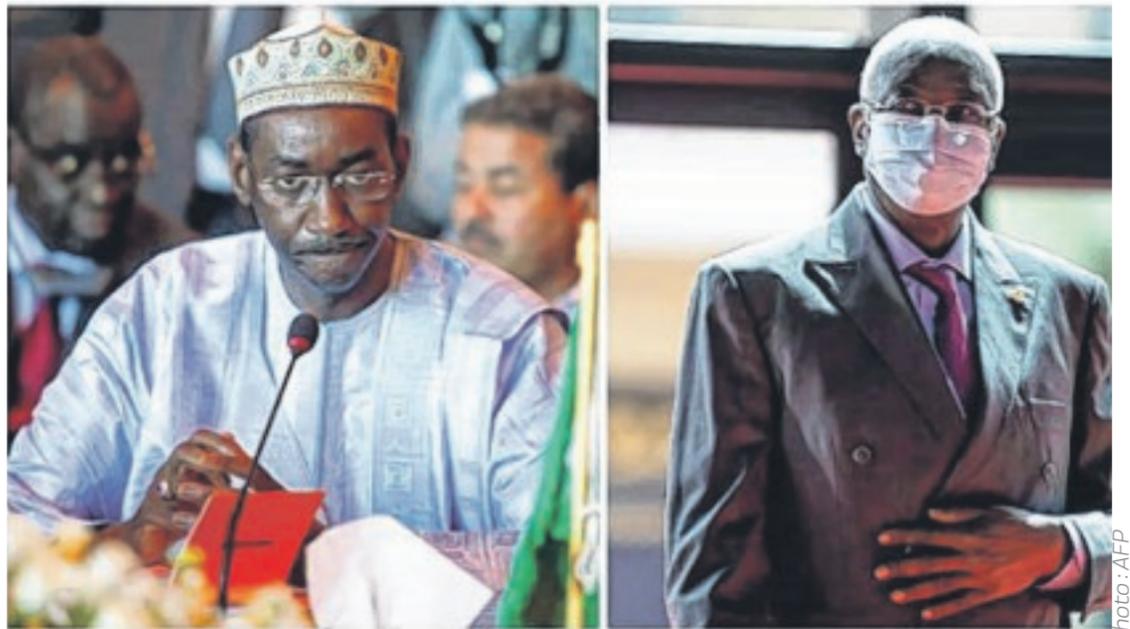
# Mali : accusés de sabotage, Ndaw et Ouane aux arrêts !

LE président et le Premier ministre ont passé la nuit de lundi à mardi au Camp de Kati

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

RIEN ne va plus entre les militaires et les dirigeants "civils". L'homme fort du pouvoir malien, le colonel Assimi Goïta, a indiqué hier avoir déchargé de leurs prérogatives le président et le Premier ministre de transition, coupables selon lui de tentative de "sabotage", dans ce qui s'apparente à un deuxième putsch en neuf mois. Les deux dirigeants ont été mis aux arrêts, et passé la nuit de lundi à mardi au camp de Kati. Plongeant ce pays dans une nouvelle crise politique. Ainsi, dans une déclaration de reprise en main, le colonel Goïta a reproché au président Bah Ndaw et au Premier ministre Moctar Ouane d'avoir formé un nouveau gouvernement sans le consulter, bien qu'il soit en charge de la défense et de la sécurité, domaine cruciaux dans le pays sahélien en pleine tourmente. Une telle démarche témoigne de leur part "d'une intention avérée de sabotage de la transition", a-t-il dit dans un message lu à la télévision publique nationale par un collaborateur en uniforme.

En outre, le colonel Goïta dit s'être vu "dans l'obligation d'agir" et de "placer hors de leurs prérogatives le président et le Premier ministre ainsi que toutes les personnes impliquées dans la situation". Les autorités de transition avaient annoncé l'organisation en février-mars 2022 d'élections présidentielle et législatives. Le colonel Goïta, plus vague, dit que la transition suivra "son cours normal et que les élections prévues se tiendront courant 2022". Le colonel Goïta avait conduit le 18 août 2020 le putsch contre le président élu Ibrahim Boubacar Keïta après des mois de contestation populaire. La junte avait ensuite installé des autorités de transition, dont Bah Ndaw, militaire à la retraite, et Moctar Ouane, diplomate. Ils s'étaient engagés, sous pres-



Les deux dirigeants maliens démis et emprisonnés.

sions internationales, à rendre le pouvoir à des civils élus au bout de 18 mois, et non pas trois ans comme ils l'estimaient nécessaire. Ils conservaient cependant la main sur les leviers du pouvoir,

avec le colonel Goïta dans le rôle taillé sur mesure de vice-président en charge de la sécurité. A noter que les militaires ont fait arrêter le président, le Premier ministre, le nouveau ministre de

la Défense et de hauts collaborateurs. Ils les ont fait conduire de force au camp de Kati. Les autorités militaires ont assuré hier que les dirigeants aux arrêts sont "sains et saufs."

## Tout le monde vent debout contre les militaires !



Le président Emmanuel Macron a dénoncé un "coup d'Etat."

J.O.  
Libreville/Gabon

L'arrestation des deux dirigeants et de plusieurs hauts personnages de l'Etat dans ce pays crucial pour la stabilité du Sahel en proie à la propagation jihadiste a provoqué depuis lundi dernier une multitude de condamnations à l'encontre des militaires.

Ainsi, le président français Emmanuel Macron a parlé de "coup d'Etat dans le coup d'Etat inacceptable". Assimi Goïta et d'autres colonels maliens avaient déjà renversé le président élu Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août 2020 avant d'installer des autorités de transition sous leur contrôle. Les dirigeants de l'Union européenne ont dit être "prêts, si la situation

n'était pas clarifiée, à prendre des sanctions ciblées" contre les protagonistes, a affirmé M. Macron lors d'une conférence de presse à l'issue d'un sommet européen. La France a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU. Les appels à la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées et à un retour à la transition politique devant ramener les civils au pouvoir se sont succédé de la part de la mission de l'Onu au Mali (Minusma), de la Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao), de l'Union africaine (UA), des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou encore de l'Allemagne.

Le médiateur de la Cédéao, Jonathan Goodluck, est arrivé hier après-midi à Bamako à un nouveau moment critique. Quelques heures auparavant, le colonel Assimi Goïta a rompu son silence dans une déclaration de reprise en main.